

Irak : un nouveau partage violent

Dans un contexte de crise, des enjeux qui valent bien un pari risqué

Ce que traduit l'invasion de l'Irak par les États-Unis ? À moins de glisser vers un déterminisme réducteur, il ne faut pas oublier la part événementielle dans l'enchaînement des événements : Bush aurait pu perdre des élections qu'il n'a gagnées que d'une courte tête et probablement par la fraude ; les attentats du 11-Septembre auraient pu échouer, etc. Bref l'histoire n'est pas un vaste complot dont un marionnettiste tout puissant tirerait les ficelles. Elle n'est pourtant pas non plus un théâtre insensé de bruit et de fureur. Il y a une logique de l'événement. Les déraisons ont leurs raisons. De ce point de vue, la guerre actuelle était doublement annoncée. Dès 1989, une réorganisation d'envergure de la planète était à l'ordre du jour. L'équilibre précaire de l'après-guerre rompu, un nouveau partage des territoires, des richesses, des zones d'influence devenait possible. Il était clair que cette réorganisation serait violente. Dès l'été 1990, les États-Unis ont commencé à redéfinir les moyens et les missions de leurs forces militaires.

Il y a là une dimension géopolitique de la logique de guerre qui est en rapport (non mécanique) avec l'essoufflement de l'accumulation capitaliste sur la longue durée. En dépit des mirages de la nouvelle économie et du redressement des taux de profit grâce aux défaites infligées dans les années 1980-1990 par les contre-réformes libérales, les gains de productivité sont restés modestes et la croissance n'a

pas retrouvé les rythmes d'avant 1974-1975. Le problème ne se réduit pas aux termes du partage capital/travail. L'ouverture d'une nouvelle phase d'expansion demanderait bien d'autres conditions politiques, institutionnelles, monétaires, bref une modification des conditions générales d'accumulation du capital.

Dans ce contexte de crise durable, il paraît secondaire et spéculatif (même si les conséquences peuvent être réelles : par exemple la manière dont aurait pu réagir une administration Gore au lieu d'une administration Bush après le 11-Septembre), de raisonner en termes de « fuite en avant » ou de crise de direction impérialiste.

La rupture de la bipolarité politico-militaire États-Unis/URSS libère des tendances centrifuges (et ruine les élucubrations théoriques du type « ultra-impérialisme », etc.). D'autre part, les enjeux repérables de la guerre en cours, sans en minimiser les incertitudes du point de vue des dirigeants américains, montrent que les enjeux valent bien un pari risqué : le contrôle des richesses et des routes pétrolières, la redistribution des cartes géopolitiques en Asie centrale et au Moyen-Orient, l'imposition d'une économie de guerre durable, la modification des rapports entre l'Union européenne et les États-Unis, la redéfinition des architectures institutionnelles de la mondialisation (Onu, Otan, OMC, etc.).

Quant à la crise de direction impérialiste, c'est une formule bien générale et évasive derrière laquelle peuvent être rangés bien des phénomènes différents : relations entre puissances impérialistes et crise d'hégémonie mondiale, ou bien relations entre les intérêts économiques du capital et l'état de ses élites politiques, transformation des rapports entre pouvoir politique et gouvernance d'entreprise dans un monde de plus en plus privatisé, etc.

Suprématie militaire et fragilités structurelles

Parler de relations parasitaires est sans doute excessif, et probablement trop approximatif pour ne pas induire en erreur. Déjà, après la première guerre du Golfe, Alain Joxe, constatant que les États-Unis avaient réussi à rendre la guerre lucrative (en la faisant financer par leurs alliés) parlait d'« Amérique mercenaire ». Nous sommes d'accord pour souligner le décalage entre la suprématie militaire américaine et ses fragilités structurelles relatives (endettement, déficit commercial, déficit budgétaire), etc. Mais n'est-ce pas une raison pour souligner le caractère politique de la notion d'impérialisme (souvent réduite à un rapport économique), dans laquelle se combinent l'appropriation de plus-value et la monopolisation de richesses (énergétiques, financières, cognitives, etc.), une hégémonie politique (inscrite dans des mécanismes institutionnels), une suprématie militaire (les armements, les bases, les alliances).

Un retour des conflits inter-impérialistes ou des fissures d'un type nouveau ? Ces conflits avaient été colmatés, refoulés, rendus moins visibles, au nom d'une urgence supérieure (la solidarité « occidentale » contre le péril rouge). Ils n'avaient pas disparu pour autant. Les impérialismes d'hier avaient vu leur hiérarchie modifiée (à l'avantage écrasant du leadership américain), les tensions épisodiques n'avaient pas été éliminées pour autant. Les difficultés économiques, une concurrence accrue, une perte de fonctionnalité de la référence « occidentale » libèrent des tendances centrifuges. On peut assister dans les mois à venir à des tentations protectionnistes, à des rivalités commerciales. En revanche, on peut difficilement imaginer que les rivalités inter-impérialistes puissent aller jusqu'à des conflits ouverts, *a fortiori* mi-

litaires. Ils n'en demeurent pas moins que les puissances alliées et concurrentes peuvent s'affronter, indirectement, de manière oblique, à la périphérie, que ce soit pour un nouveau partage de l'Afrique ou sur des questions telles que la reconstruction de l'Irak.

Difficile de spéculer pour déterminer jusqu'où pourraient aller ces conflits. Cela dépend notamment du degré d'intégration et de concentration régionale du capital. Existe-t-il un capital européen en formation suffisamment homogène pour défier le capital américain, ou bien l'interpénétration des capitaux mondialisés est-elle telle que se profile un « ultra-capitalisme » par rapport auquel les impérialismes d'hier mènent des combats d'arrière-garde ? Avouons que la plupart d'entre nous n'ont vu dans les positions initiales de Chirac sur la guerre qu'une gesticulation et que bien peu auraient parié sur le recours au veto.

Les limites des fractures au sein des sphères dirigeantes

Sans en exagérer la portée, la fissure France-Allemagne/États-Unis, reste à expliquer. On peut avancer une série de facteurs (les intérêts des uns et des autres dans la région, le poids du pacifisme allemand, l'héritage gaulliste, un choix politique multilatéraliste contre les dangers de l'unilatéralisme, etc.). Il n'y a pas d'explication simple (et... unilatérale ou

mono-causale). Reste que l'affaire mérite réflexion (tout en soulignant qu'il ne s'agit pas de fracture Europe/États-Unis, mais de certains pays européens seulement). Un des points à creuser, c'est notamment le rapport Europe/Amérique. Il ne fait guère de doute que les États-Unis ont utilisé tous les conflits depuis 1991 pour conforter la subordination européenne (dans l'élargissement et la redéfinition des missions de l'Otan, dans la charge de la course aux armements, etc.). L'Union européenne reste un espace commercial et monétaire politiquement gélatineux. On comprend que les États-Unis aient tout intérêt à ce qu'il reste en l'état. Ce qui pose par ailleurs la question de notre alternative européenne à l'Europe d'Amsterdam/Maastricht. Les échéances de 2004 vont nous obliger à mener cette discussion plus sérieusement.

Il faut souligner les limites des fractures apparues au sein des sphères dirigeantes. Comme le souligne Perry Anderson dans son article de la *London Review of Books* les divergences se sont exprimées sur fond de principes communs. La principale portait non sur la guerre, mais sur « avec ou sans l'Onu ». Ce qui suppose un consensus sur la non-prolifération, y compris d'ailleurs sur le droit d'ingérence, à condition qu'il soit autorisé par « la communauté internationale ». Il était parfaitement légitime d'utiliser ces contradictions pour la

mobilisation, mais là encore, il faut aller plus loin pour préciser nos positions sur une série de questions de fond, en matière d'institutions et de droit international.

Je ne crois pas que la position au niveau des gouvernements ait grand-chose à voir avec la mobilisation anti-guerre/altermondialisation. Les pays où la mobilisation a été la plus forte (Italie, GB, Espagne pour l'Europe) sont ceux où les gouvernements ont tenu ferme leur engagement aux côtés des États-Unis. En revanche, les divergences au niveau du Conseil de sécurité et des gouvernements ont ouvert des espaces et contribué à leur corps défendant à légitimer la mobilisation. C'est l'histoire du test de Milgram : quand l'autorité se divise...

En revanche, mais cela va de soi entre nous, il faut souligner que le lien entre la mobilisation contre la mondialisation capitaliste et contre la guerre est apparu évident à Florence comme à Porto Alegre. C'est ce que n'ont pas vu venir la plupart des médias, qui ne se sont réveillés que devant les manifs du 15 février. Or, les raisons de cette radicalisation sont profondes. Même ceux et celles qui n'ont pas lu Rosa Luxembourg comprennent bien le lien organique entre le nouveau militarisme impérial et la mondialisation marchande. Revue politique virtuelle n° 12, 2003

Site de *À l'encontre*